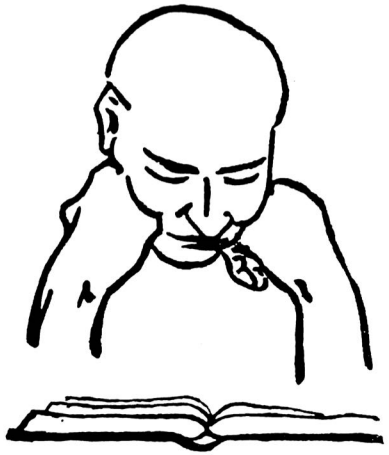
Lisez et diffusez

TERRE LIBRE

Journal libertaire

L'EXEMPLAIRE : *30 cent.* - ABONNEMENT : *3 f. 50*
Numéro spécimen sur simple demande
MARCHAL, 89, rue d'Angoulème
PARIS (XIe)



Travail exécuté en camaraderie et tirage sur les presses de l'imprimerie « La Laborieuse », 10 rue Emile-Jamais, *Nimes*.

Le gérant : A. PRUDHOMMEAUX.

N° 4-5-6 **15/6/1936**

Les Cahiers de "TERRE LIBRE"

Publication Mensuelle

br.
C.I.R.A.
6354 f

Ce que sera la Révolution Espagnole

Deuxième édition française du
Communisme Libertaire d'I. PUENTE

Ce numéro triple : Un franc

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE "LA LABORIEUSE"
10, rue Emile-Jamais, 10
NIMES

AVERTISSEMENT

L'Espagne libertaire représente pour les révolutionnaires d'aujourd'hui leur plus grande raison d'espérer et pour les capitalistes leur plus grande raison de craindre. Ne nous étonnons pas si la presse du Front national calomnie, tandis que celle du Front populaire garde un silence pudique. Le peuple espagnol est en train de faire sa véritable révolution, dans un élan qui laisse attérés et impuissants les politiciens de droite et de gauche, de Gil Robles à Largo Caballero — en passant par les « démocrates » Azana, bourreau de Casas-Viejas, et Lerroux, bourreau des Asturies.

Où va cette révolution, que les paysans espagnols ont déjà commencé en expropriant illégalement *et* collectivement *les terres des féodaux et du clergé et que les ouvriers espagnols feront aboutir, le jour où ils s'empareront, les armes à la main, de tout l'appareil industriel de leur pays ?*

Se bornera-t-elle à des demi-mesures, comme l'occupation des usines en Italie, et se perdra-t-elle dans les sables d'un réformisme politique qui ramènerait bientôt toutes les horreurs du passé ? Nous ne le croyons pas. La Confédération anarcho-syndicaliste (C. N. T.) *et la Fédération anarchiste* (F. A. I.), *après avoir traversé toutes les épreuves de la dictature, de la réaction, de l'illusionnisme démocratique, et de la lutte en ordre dispersé, sont maintenant en voie de devenir la force dominante et leur programme, d'une simplicité et d'une précision lumineuse, généralise en une vaste propagande, l'initiative spontanée des avant-gardes populaires.*

Le texte ci-après, adapté d'une brochure très répandue en Espagne, constitue une première initiation du lecteur français. A. P.

le communisme libertaire

But final de la C. N. T.

Né de l'intuition d'un grand contingent de révoltés, le Communisme Libertaire a aujourd'hui à son service l'organisation de la C. N. T. Demain il rassemblera tout ce qui, en Espagne, est animé de sentiments révolutionnaires.

Le communisme libertaire est une utopie qui va devenir réalité, un impossible qui va cesser de l'être, une idée qui va se faire chair.

Les prophéties sibyllines des sceptiques continueront à jeter sur lui la glace de leurs observations, jusqu'au moment où l'évidence les contraindra à s'ébahir. De telles volte-faces sont le propre des « hommes de bon sens ».

La Confédération Nationale du Travail est comme le lit naturel des efforts révolutionnaires du prolétariat pour la réalisation d'un objectif concret : l'implantation du communisme libertaire. Ce régime de convivence humaine qui se propose de résoudre le problème économique sans recourir à l'Etat, ni à la politique, d'accord avec la formule bien connue : *de chacun selon ses forces, et à chacun selon ses besoins.*

Le mouvement émancipateur du prolétariat poursuit sa matûrité à travers les mensonges qui l'égarent. De chaque défaite, il sort rajeuni avec de nouveaux élans. C'est une force en gestation, qui porte en elle l'avenir. Elle contient les germes du perfectionnement social et répond à une palpitation profonde de l'humain ; c'est pourquoi elle ne peut périr même si elle est cent fois encore, détournée de son chemin.

Elle a subi des répressions barbares. Elle s'est laissé séduire naïvement par les voix trompeuses du réformisme et les chants de sirène de la politique ; par là fut réalisée seulement l'émancipation des dirigeants et autres rédempteurs des masses, qui subitement, de frères qu'ils étaient, se métamorphosèrent en ennemis.

On n'a que trop prêché au prolétariat. Les uns, le calme. Les autres, la culture. Ceux-ci, l'obéissance. Ceux-là, le développement des « capacités ». Au jugement de ses bergers, jamais le troupeau n'est mûr pour s'émanciper. S'il doit en être ainsi, sa préparation et la tutelle de ses chefs seront éternelles, car jamais, si ce n'est révolutionnairement, la masse ne pourra franchir les barrières d'ignorance, d'inculture, de servage et de privations que lui opposent l'Etat et le régime capitaliste. Aucune émancipation partielle ne peut être réalisée à moindres frais ou indépendamment de l'émancipation totale, étant bien entendu qu'il s'agit des conquêtes de la collectivité toute entière, et non de quelques privilèges individuels.

Vouloir trouver une solution pacifique au déséquilibre social, sans attaquer l'intégrité du système actuel, c'est simplement perdre son temps. (Rappelez-vous l'œuf de Colomb : Si nous voulons faire tenir l'œuf sur l'un de ses pôles, en procédant par l'habileté, nous n'arriverons à rien. Il faut se décider à écraser d'un petit coup un des bouts de l'œuf sur la table, attaquant ainsi son intégrité.)

La Confédération Nationale du Travail représente le mouvement émancipateur du prolétariat, dégagé des entraves réformistes et désabusé de l'escamotage politique. Elle a trouvé le droit chemin. Celui de l'action directe, qui mène infailliblement à l'implantation du communisme libertaire, parce qu'il est celui de toute véritable émancipation. Il ne s'agit pas de construire une organisation forte capable d'en imposer à ses propres membres et aux étrangers. Mais de réaliser une finalité libératrice. Il ne s'agit pas d'un idéal à cultiver, mais d'un front de combat à garder et à étendre. Son idéal, la C. N. T. l'emprunte à la spontanéité anarchiste qui l'oriente et qui l'anime.

Définition : Le Communisme Libertaire est l'organisation de la société sans état et sans propriété privée. Pour le réaliser, il n'est pas nécessaire de rien inventer ni de créer aucun organe social nouveau. Les noyaux d'organisation autour desquels s'organisera la vie économique future, sont déjà présents dans la société actuelle : ce sont le Syndicat et la Commune (municipe libre).

Dans le syndicat se groupent spontanément les ouvriers des usines et de toutes les entreprises où se combine le travail de plusieurs.

Dans le municipe libre, assemblée dont l'usage antique remonte aux origines mêmes de l'humanité, se groupent avec la même spontanéité les habitants d'une même localité. Par là un chemin est ouvert à la solution de tous les problèmes de convivence sur la base locale.

Ces deux organismes, avec des normes fédératives et démocratiques, seront souverains dans leurs décisions, sans être soumis à la tutelle d'aucun organisme supérieur. Toutefois, ils seront amenés à se confédérer en vue de l'action économique commune, et à établir des organes de relation et de communication, constituant des Fédérations d'Industrie.

Ainsi, le syndicat et le municipe libre prennent possession collective ou commune de tout ce qui aujourd'hui est de propriété privée ; ils règlent dans chaque localité la production et la consommation, c'est-à-dire la vie économique.

L'association des deux mots (*communisme* et *libertaire*) indique aussi la fusion de deux idées : l'une collectiviste, qui tend à produire un ensemble harmonieux par la contribution ou coopération des individus, mais au dépens de leur indépendance ; et l'autre individualiste, qui se préoccupe précisement de garantir à l'individu le respect de sa liberté. Le travailleur de l'usine, du chemin de fer ou du bateau, ne pouvant accomplir à lui seul une œuvre complète trouve dans le groupement avec ses compagnons de travail, le moyen de mener à bien l'œuvre commune et de défendre ses intérêts propres par l'intermédiaire du syndicat. Par contre, l'artisan et le travailleur des champs, qui peuvent vivre indépendants et même se suffire à soi-mêmes, ont à cause de cela un penchant tenace à l'individualisme. Le syndicat représente la nécessité de l'organisation collectiviste, et le municipe libre interprète mieux le sentiment individualiste du paysan.

La misère est le symptôme, mais le mal, c'est l'esclavage. — Si nous nous en tenons aux apparences, nous serons tous d'accord pour signaler que le pire de la société actuelle, c'est la misère. Et cependant, le pire n'est pas la misère, mais bien l'esclavage, qui oblige l'homme à succomber devant elle, en l'empêchant de se révolter. De même le pire n'est pas le Capital, qui exploite l'ouvrier et s'enrichit à ses dépens, mais l'Etat, qui le maintient sans défense et le met en ceinture avec les fusils de la force publique et la réclusion dans les cachots.

Toute la méchanceté que nous déplorons dans la société présente (ce n'est pas ici le lieu de le démontrer par le détail) trouve sa source dans l'institution du Pouvoir (c'est à dire de l'Etat) et dans l'institution de la Propriété privée (dont l'accumulation constitue le Capital). L'homme est le

jouet de ces maléfices sociaux, supérieurs à sa volonté. Par la richesse, il devient vil, malfaisant et égoïste ; par l'autorité, il se change en brute cruelle, insensible à la douleur humaine. La misère dégrade et la richesse pervertit. L'obéissance réduit l'homme à l'abjection et l'autorité déforme ses sentiments. Rien n'a fait couler plus de larmes et de sang que le capital vorace et insatiable de profits. Toute l'histoire est pleine des crimes et des tortures commises par l'autorité.

L'accumulation de richesse ou l'accumulation de pouvoir aux mains de quelques-uns, ne peut s'accomplir qu'en dépouillant les autres.

Pour détruire la misère comme pour empêcher la servitude, il n'y a qu'à s'opposer à l'accumulation de propriété et de pouvoir, de manière que personne ne puisse prendre au delà de ses besoins, ni s'arroger le droit de commander sur son semblable.

***

Deux aspirations fondamentales. — L'homme, par l'effet de son mode d'existence et de sa nature profonde, a deux aspirations inépuisables : « Le pain », c'est-à-dire ce qu'il faut pour satisfaire ses besoins économiques (nourriture, vêtement, habitation, instruction, assistance sanitaire, moyens de communications, etc...) et « la liberté », c'est-à-dire la disposition de ses propres actions. Une obligation extérieure ne nous répugne pas comme telle, puisque nous transigeons avec celles que nous impose les lois de la nature. Mais nous la rejettons et nous nous révoltons lorsqu'elle est le produit du caprice, de la volonté arbitraire d'autres hommes. Nous acceptons une restriction que nous croyons juste, après que nous avons pu la juger telle. Mais nous la repoussons de toutes nos forces quand on nous l'impose, en nous refusant le droit de la discuter.

Il est si vif, si intense, ce sentiment de liberté, cette aspiration à disposer de nous-même, qu'il a fait passer en proverbe le cas de l'hidalgo espagnol, qui pour la conserver, traîne sa misère sur les chemins, renonçant au pain assuré, à la tranquillité et à la chaleur de l'asile, parce qu'en échange on lui demande de se soumettre à une discipline de caserne.

Le communisme libertaire doit rendre compatible la satisfaction des nécessités économiques avec le respect de cette aspiration à la liberté. Par amour pour la liberté, nous répudions un communisme de couvent et de caserne, de termitière ou de ruche, un communisme de troupeau comme celui de la Russie soi-disant « soviétique ».

Contre les préjugés :

Tout ceci, pour celui qui nous lira avec des préjugés d'hostilité ou d'ironie, rend un son absurde. Nous essayerons de signaler ces préjugés à l'attention de ceux qui en sont les premières victimes. Il leur appartiendra de s'en débarrasser par l'expérience et la réflexion.

PRÉJUGÉ Nº 1. *Attribuer aux crises un caractère passager.* — Le Capital et l'Etat sont deux vieilles institutions en proie à une crise mondiale, progressive et incurable. Deux organismes qui portent dans leur propre décomposition, comme il arrive toujours dans la nature, le germe des organismes qui doivent les remplacer. Dans la nature, rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. Le capital se noie dans ses propres détritus, parce qu'il est incapable d'augmenter la consommation dans la proportion où le machinisme augmente la

production. Les chômeurs représentent des forces révolutionnaires. La faim anéantit l'individu isolé, mais elle donne de la furie et de la bravoure aux foules en détresse. Dans le prolétariat, les idées subversives germent et prennent de l'élan. L'Etat, lui aussi s'asphyxie dans son propre appareil de force. A chaque instant, il se voit obligé à accumuler de nouvelles forces de répression, de nouvelles bureaucraties, à charger d'un parasitisme accru les impôts dont on dépouille le contribuable.

Quand on met des béquilles à un édifice, c'est qu'il menace de s'écrouler. La conscience individuelle, chaque fois plus éveillée, s'affronte ouvertement avec les limitations de l'Etat. Quant à celui-ci, l'imminence de sa ruine lui a fait subitement ployer son évolution historique (orientée vers des formes mitigées et démocratiques) et revêtir l'armure du fascisme en Italie, et la dictature militaire et bureaucratique dans nombre d'autres pays, y compris la Russie.

Ce sont des crises définitives et sans merci que celles qui opposent les uns aux autres, en des conflits irréductibles, la vieille institution du capital et les revendications du prolétariat à l'existence et à la vie, l'antique institution de l'Etat et les aspirations libertaires des peuples. Ceci remplacera cela !

Il ne sert à rien de s'accrocher aux vieux systèmes, de recourir à des raccomodages, des palliatifs et des réformes, fussent-elles aussi séduisantes que les théories d'Henry George (1). Tout cela arrive trop tard pour rajeunir un organisme décrépi. Il faut penser à ce qui lutte pour naître, à ce qui veut remplacer ce qui doit disparaître, à toutes les forces germinatrices qui réclament un milieu adéquat à leur développement.

---

(1). L'impôt unique.

PRÉJUGÉ Nº 2. *Supposer que le Communisme libertaire est le fruit de l'ignorance.* — Parce qu'ils le voient proposer par des hommes réputés ignorants et incultes, par de simples travailleurs sans titres universitaires, les gens lettrés supposent aisément que le Communisme libertaire est une solution simpliste, qui méconnait la complexité de la vie et les difficultés inhérentes à un changement d'une pareille envergure. Ce préjugé en implique un autre que nous mentionnerons un peu plus loin.

Mais d'abord, nous dirons que le prolétariat montre une meilleure observation de la réalité sociale que les couches intellectuelles et par là une meilleure vision des solutions qu'elle comporte. Ainsi par exemple, prenons les médecins et les avocats, où les pharmaciens ; il ne leur vient pas d'autre idée, pour restreindre l'abondance des professionnels, que de limiter l'entrée dans les facultés en disant : « Les locaux sont occupés ; il ne peut plus en rentrer ! », et en renvoyant à d'autres carrières, ou à des protestations tumultueuses, les nouvelles générations qui naissent à la vie et accourent aux établissements d'instruction en rangs toujours plus serrés. Voilà précisément le genre de solution simpliste, et absurde, et bête, et malpropre, de ceux-là qui se disent supérieurs aux autres.

Les ouvriers, au contraire, ne craignent pas de proposer, d'accord avec leurs recherches dans les livres de sociologie, des solutions qui ne se limitent pas à une seule classe, ni à une génération d'une classe, mais à toutes les classes de la société. Une solution qui, aux mains de sociologues documentés, a déjà été développée sur un terrain scientifique et philosophique, et qui aujourd'hui ne craint d'être comparée à aucune des solutions théoriques qui se proposent de garentir à tous les hommes le pain et la culture.

PRÉJUGÉ Nº 3. *Aristocratie du savoir.* — D'aucuns prétendent que le peuple est incapable de vivre librement et, à cause de cela, a besoin d'être pris en tutelle. En particulier les intellectuels cherchent à faire valoir des privilèges aristocratiques, comme ceux dont la noblesse a joui jusqu'à ce jour. Ils prétendent être les dirigeants et les tuteurs du peuple.

Tout ce qui brille n'est pas or. La valeur intellectuelle de celui qui est condamné à la privation du « savoir », n'est pas de ce seul fait méprisable. Et inversement beaucoup d'intellectuels n'arrivent pas à s'élever audessus du vulgaire, même avec les ailes de leurs titres académiques. Tout au contraire. Pendant ce temps, beaucoup d'ouvriers s'élèvent au niveau des intellectuels par la seule force de leur valeur.

La préparation universitaire à l'exercice d'une profession, n'implique de supériorité d'aucune sorte, puisqu'elle ne se conquiert point en libre compétition, mais à l'ombre du privilège économique.

Nous préférons une mentalité à cultiver, dans toute son inculture sauvage, plutôt que ces mentalités empoisonnées de préjugés et ankylosées par la routine du savoir.

La culture de beaucoup d'intellectuels ne les empêche pas de tenir inculte le sentiment de leur propre dignité, qui parfois brille de façon magnifique chez des gens réputés sans culture.

Une profession libérale ne donne pas plus d'appétit, ni plus de corpulence, ni plus de famille, ni plus de maladies, qu'un métier manuel, donc elle ne saurait procurer plus de droits. Un intellectuel n'a pas d'autre supériorité que ses connaissances professionnelles. Si ce que fait par métier l'intellectuel, l'ouvrier ne peut le faire, la réciproque est presque toujours vraie. On ne peut en conclure aucune supériorité, sinon par un raisonnement simpliste et puéril.

PRÉJUGÉ Nº 4. *Nous attribuer du dédain pour l'Art, la science ou la culture.* — Ce que nous n'admettons pas, c'est qu'à ces trois activités il appartienne, pour briller, de reposer sur la misère ou l'esclavage humain. Pour nous autres, elles doivent être incompatibles avec cette douleur évitable. Si pour briller, elles nécessitent le repoussoir de la laideur, de l'ignorance et de l'inculture, alors nous devrions déclarer notre incompatibilité avec elles, sans crainte de commettre une hérésie.

*
**

Lorsqu'il réclame du pain, de la justice, quand il pense à s'émanciper, on dit à l'ouvrier qu'il va estropier l'Art, la Science ou la Culture. Il est naturel qu'il devienne iconoclaste et qu'il abatte d'un coup de marteau l'idole intangible par qui il se sent muré dans son esclavage et dans sa misère. Mais qui dit que l'Art, la Science et la Culture aient à souffrir de la généralisation du bien-être et des jouissances de la Liberté ?

*
**

L'Art, la Science et la culture ne s'achètent pas avec de l'argent, ni ne se conquièrent avec la puissance. Au contraire, leur dignité consiste à repousser tout vasselage et à se refuser à tout suborneur. Elles sont le produit de la vocation artistique, de l'aptitude et du goût investigateurs, et de l'aspiration au perfectionnement de soi-même. Mais elles ne doivent rien aux Mécènes, ni aux Césars. Elles fleurissent spontanément dans n'importe quel endroit, et tout ce qu'elles réclament, c'est de vivre sans obstacle. Elles fructifient de l'humain, et c'est faire preuve d'une bien grande simplicité que de croire qu'on leur ajoute quelque chose en instituant gouvernementalement un palais des inventions ou une distribution des prix.

PRÉJUGÉ Nº 5. *Incapacité pour construire la nouvelle vie.* — La nouvelle organisation économique implique la collaboration à la direction technique, aussi bien de la part du manœuvre que de l'ouvrier spécialisé. De la même façon que se poursuit aujourd'hui la coopération entre révolutionnaires, de même doit s'établir demain la collaboration de tous. C'est-à-dire qu'on ne doit pas juger de la nouvelle vie par les capacités que nous réunissons, nous-autres révolutionnaires, comme si nous étions un parti politique rédempteur, mais par les capacités qui existent dans la collectivité toute entière. Ce qui pousse le technicien à travailler, c'est la contrainte économique et non son amour pour la bourgeoisie. Ce qui le poussera demain à coopérer dans la production, ce sera encore la nécessité économique, mais qui s'exercera cette fois sur tous les citoyens aptes à travailler. Nous ne comptons pas seulement sur ceux qui apporteront leur concours par dévouement ou goût de l'activité.

**
*

Ainsi, il ne nous est pas nécessaire d'éblouir le monde par l'étalage de notre capacité, ni par des plans extraordinaires qui se trouveraient, en fin de compte, aussi faux que ceux des politiciens. Nous n'apportons à personne le salut et la rédemption en cadeau. Nous proposons un régime où l'esclavage ne soit point nécessaire à la production de la liberté, ni la misère à celle du bien-être, où le travail ne soit pas l'abdication de l'homme succombant devant l'avarice du capital. Nous proposons que la nécessité économique ne soit plus interprétée par un caprice ni une convenance particulière et privée, celle qui gouverne et dirige, mais par tous ceux qui contribueront à l'harmonie de l'ensemble, chacun par son travail, chacun selon la mesure de ses forces et de ses aptitudes.

PRÉJUGÉ Nº 6. *Croyance en la nécessité d'un architecte social.* — C'est un préjugé fomenté par la politique, celui de croire que la société procède d'un pouvoir ordonnateur, ou sombrerait dans le chaos, s'il n'y avait pas quelques «flics» pour la sauver chaque jour de la désagrégation. Ce qui soutient les sociétés humaines, ce n'est pas la contrainte du pouvoir ni l'intelligente prévision de ses législateurs ou gouvernants, mais c'est l'instinct de sociabilité et la nécessité de l'entr'aide.

Le gouvernement a toujours aimé se parer des plumes du paon. En réalité, les sociétés tendent à adopter des formes chaque fois plus parfaites, non parce que ses dirigeants l'y éduquent, mais par une tendance spontanée de ceux qui la composent et comme aspiration innée dans tout groupement d'hommes.

Par la même illusion nous attribuons aux soins du père la croissance et le développement de son fils, comme si c'était par une influence étrangère que l'enfant croît et se développe. Mais le besoin et l'instinct pour le satisfaire opère chez tous les enfants sans que personne les procure. Ce qu'il faut, c'est que personne n'opprime la nature ou ne l'anéantisse.

De la même façon s'éduque et s'instruit l'enfant. Par tendance naturelle. Le maître peut s'attribuer l'aptitude pour mouler et nourrir le cerveau de l'enfant, mais ce qui est certain, c'est que l'enfant aussi s'instruit et s'éduque sans que personne le dirige ; il s'agit seulement qu'il soit libre.

En pédagogie rationnelle, le meilleur moyen dont dispose le maître — et le plus conforme à une saine humilité biologique — c'est de déblayer le chemin et de libérer d'obstacles la tendance de l'enfant à assimiler des connaissances et à se former. Que le maître soit un simple auxilliaire, cela nous est démontré par l'autodidacte.

PRÉJUGÉ Nº 7. *Vouloir que la connaissance précède l'expérience.* — C'est comme vouloir que le travail soit préalable à l'apprentissage ; l'habileté, à l'entraînement ; la réussite, à l'essai ; les mains calleuses, au labeur.

On nous demande dès le début un régime parfait avec la garantie que les choses se feront ainsi, et non de cette autre manière. Le tout, sans difficultés ni tâtonnements. Si nous devions apprendre à vivre en Communisme Libertaire, avant de nous décider à LE vivre, comme expérience révolutionnaire réelle, notre apprentissage ne finirai jamais, et même ne serait jamais commencé.

Il est de même pour l'enfant qui veut marcher, pour le jeune garçon qui veut monter à bicyclette, pour l'individu qui veut apprendre un métier, acquérir une compétence quelconque. Ce n'est pas le savoir qui précède l'essai, mais tout au contraire on commence par se décider à travailler et en travaillant on apprend. Le médecin commence à exercer afin de se rendre maître de son art, ce qui ne va pas sans erreurs et sans risques. La ménagère n'attend pas de connaître l'économie domestique pour administrer son ménage, et maintenir tant bien que mal sa famille avec un salaire insuffisant. Un spécialiste se forme en éliminant peu à peu les maladresses du début, par l'habitude et l'attention.

C'est en réalisant le communisme libertaire que nous apprendrons à le vivre. C'est son implantation même qui nous en révélera les points faibles ou les aspects équivoques. Si nous étions des politiciens, nous en ferions un paradis paré de toutes les perfections. Comme nous sommes des hommes, et que nous savons ce qui est humain, nous nous confions dans le fait que l'homme apprendra à marcher seul, et cela par la seule méthode d'apprentissage possible : en marchant !

PRÉJUGÉ Nº 8. *Médiation des politiciens.* — Le pire de tous les préjugés est de croire qu'un idéal peut se réaliser par l'entremise de quelques hommes, qu'ils refusent ou non le nom de politiciens. Au gouvernant, il suffit de mettre une nouvelle pancarte sur la vieille marchandise et de rédiger pompeusement les nouveaux principes sur le parchemin constitutionnel. C'est ainsi qu'on a pu intituler « Communisme » ce qui s'est établi en Russie, et « République des Travailleurs » la république espagnole, ou le nombre des travailleurs de toutes classes est de sept millions et celui des oisifs de dix-sept millions sur vingt-quatre. Si le communisme libertaire devait être une réalisation des politiciens, nous devrions en fait nous incliner devant un régime qui n'aurait rien de communiste, ni de libertaire.

***

Aux escamotages et aux duperies de l'action par les pouvoirs publics, nous opposons l'action directe, qui n'est autre chose que la réalisation immédiate de l'idéal conçu sous forme de fait tangible et réel et non de fiction écrite plus ou moins insaisissable, aux promesses plus ou moins lointaines.

Qu'est-ce que l'action directe ?

C'est l'exécution d'une décision collective par la collectivité même qui l'a prise, sans l'intermédiaire d'aucun chef, tribun ou messie, ni d'aucune autorité gouvernementale.

Le Communisme Libertaire sera réalisable à cette seule condition : promouvoir l'action directe et laisser de côté les intermédiaires.

Organisation économique et base de la Société

Le Communisme Libertaire se base sur l'organisation économique de la société, l'intérêt économique étant l'unique lien qui soit commun à tous les individus, et où puisse s'établir la coïncidence des forces.

L'organisation sociale n'a dès lors pas d'autre but que de *mettre en commun* ce qui constitue la richesse sociale, c'est-à-dire le matériel et l'outillage de production, et les produits eux-mêmes. *Elle fait également communes l'obligation* de contribuer à la production, chacun suivant ses aptitude, et *la jouissance* ou l'usage des produits, dans la mesure des nécessités individuelles.

Tout ce qui n'est point fonction ou activité économiques, reste en dehors de l'organisation et en marge de son contrôle. C'est là le domaine inaliénable des initiatives et des activités particulières.

L'opposition entre *l'organisation à base politique*, commune à tous les régimes qui se fondent sur l'autorité de l'Etat et *l'organisation à base économique*, propre au régime communiste-libertaire est on ne peut plus radicale ni plus complète. Pour la faire ressortir, nous dresserons parallèlement le tableau comparatif suivant :

ORGANISATION POLITIQUE.
(Parlementarisme).

1. Elle considère le Peuple comme mineur et incapable de s'organiser, ni de se gouverner sans tutelle de l'Etat.

2. Toutes les vertus sont monopolisées par l'Etat : en matière d'économie et d'enseignement, dans l'administration de la justice, dans l'interprétation du droit, dans la distribution des richesses, et dans l'organisation de toutes les fonctions.

3. *L'Etat* est souverain ; il a entre ses mains la force (armée, police, magistrature et prisons). Le peuple est sans défense et désarmé. Ce qui n'empêche pas les démocraties de l'appeler le peuple souverain.

4. Les hommes se groupent selon les idées politiques, religieuses ou sociales, c'est-à-dire par là où les points de coïncidence sont minimes, puisque c'est précisément dans ce domaine que les divergences et les dissentiments entre les hommes sont innombrables.

5. L'Etat, qui est une minorité exigüe, prétend avoir plus de force, plus de capacité et de savoir que les diverses collectivités sociales : « Un seul homme en sait plus long que tous les autres réunis ».

6. L'Etat, s'appuyant sur une norme fixée une fois pour toutes (Constitution ou Code), compromet l'avenir et fausse la vie sociale qui est multiple et changeante.

ORGANISATION ECONOMIQUE.
(Communisme Libertaire).

1. Chaque collectivité professionnelle étant admise à organiser son activité propre, l'Etat devient superflu.

2. L'initiative passe aux organisations professionnelles : le contrôle de l'enseignement aux instituteurs, celui de santé aux professions sanitaires, celui des communications aux techniciens et employés des transports. Le régime intérieur d'une usine est réglé par les techniciens et ouvriers réunis en Assemblée et le contrôle de la production est exercé par la Fédération des syndicats.

3. La force revient à son origine, de la société au groupe, du groupe à ses composants, et n'étant pas accumulée par quelques individus au nom de la société, chaque individu en possède une part égale, et chaque assemblée la somme de ce qui lui en est concédé par tous.

4. Les hommes se groupent par l'identité de leurs préoccupations et nécessités professionnelles dans les syndicats, et par la convivence locale et la communauté des intérêts dans le municipe libre. Là, les points de coïncidence sont en nombre maximum.

5. L'assemblée (syndicale, municipale) réunit en elle le maximum de force, de capacité et de savoir dans ce qui professionnellement lui incombe, ou dans ce qui circonstantiellement lui appartient. A eux tous, ils savent plus qu'un seul homme, même d'une intelligence très avancée.

6. Dans l'organisation syndicale, la norme de conduite à suivre se décide à chaque instant, d'accord avec les circonstances.

7. L'Etat réserve tout pour lui. Au peuple, il ne reste pas autre chose à faire que payer, obéir, produire et se conformer à la volonté de celui qui le commande. L'Etat dit : « Donnez-moi le pouvoir et je vous rendrai heureux. »

8. L'Etat divise la société en deux classes antagoniques : ceux qui commandent et ceux qui obéissent. Inévitablement, cette inégalité entraîne toutes les autres : les puissants reçoivent ce que les autres payent, ils exploitent le travail de leurs subordonnés.

9. Il ne concède que des satisfactions fictives et des droits écrits : Liberté, Souveraineté, Justice, Démocratie, Autonomie, et ceci pour maintenir toujours vivant le feu sacré de l'illusion politique.

10. Le Progrès et l'Evolution sociale conduisent l'Etat depuis les formes despotiques et absolutistes vers sa mort. Le fascisme déjà, est une solution tardive, et le socialisme autoritaire en est une autre. Ils sont voués à la mort à mesure que se développent la conscience individuelle et la conscience de classe.

11. Dans l'organisation à base politique, la souveraineté réside dans le sommet. Par dessus le conseil est la commune ; par dessus celle-ci la députation ; par dessus cette autre la préfecture, puis encore le ministre, et au-dessus du gouvernement lui-même, le président.

7. Faute d'intermédiaires et de rédempteurs providentiels, chacun doit pourvoir soi-même à la direction de son activité propre, s'habituant à se passer de contremaîtres et s'affranchissant en même temps des routines séculaires de la délégation politique.

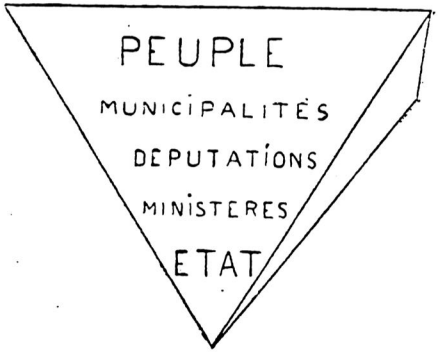
8. Toutes les catégories de citoyens s'égalisent dans la classe unique des producteurs. Les charges sont administratives et temporaires. Elles ne donnent pas le droit à ceux qui les occupent d'abandonner leur part de travail manuel effectif, et leur simple continuité est toujours à la merci des déterminations de l'assemblée (syndicale ou municipale) dont elles relèvent.

9. C'est la réalisation pratique de la liberté économique qui est fondamentale. Elle seule réalise la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple par le peuple. Elle seule réalise le fédéralisme, par la reconnaissance à la commune (et à toute collectivité productrice) d'une autonomie et d'une indépendance maximales.

10. L'évolution élève les collectivités professionelles à un niveau d'homogénéité et de perfectionnement croissants. De la défense de l'intérêt égoïste de l'individu, leur rôle et leur capacité passent à l'acceptation de la pleine responsabilité de leur rôle social.

11. Dans l'organisation économique, la souveraineté réside dans la base. Les décisions d'un comité sont révocables par un conseil ; celles d'un conseil par une assemblée et celles de l'assemblée par le peuple.

12. En régime politique, tout repose sur l'Etat qui est la base de tout. Au peuple, on ne laisse que l'illusion de se croire libre un jour tous les quatre ans.

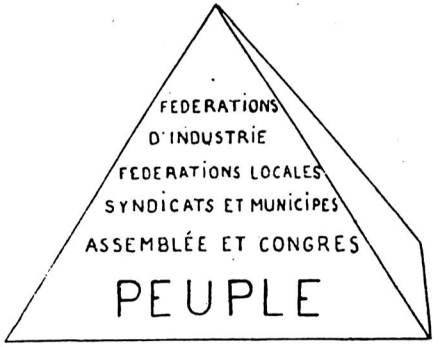


Richesse et Travail

Entre les habitants d'une même nation, il y a deux choses à partager : la richesse, c'est-à-dire les produits destinés à la consommation de tout le peuple, et le travail nécessaire pour la produire. Tel serait le problème devant la justice, l'équité et la raison. Mais dans la société capitaliste, la richesse s'accumule dans une classe, celle où l'on ne produit pas, et le travail incombe à une autre classe, celle qui ne mange pas à sa faim. C'est précisément le contraire de ce qui se passe dans le corps humain, qui toujours donne plus d'aliment, plus de sang, au membre ou à l'organe qui travaille.

La richesse nationale de l'Espagne se monte à une rente annuelle de 25.000.000.000 pesetas. Bien distribuée, il y en aurait assez pour bien

12. En régime économique, il n'existe point de hiérarchie, mais une délégation conditionnée et passagère dans les Comités. L'Etat est supprimé. La pyramide est remise sur sa base.



alimenter le peuple espagnol qui compte 24 millions d'habitants, ce qui ferait pour chacun plus de 1.000 pesetas par an. Une famille de cinq individus aurait donc 5.000 pesetas annuellement, ce qui permettrait la généralisation d'un certain bien-être.

Mais comme en régime capitaliste, le capital doit produire au moins — 5% d'intérêt annuel, et que l'autorité doit se mesurer à la solde, pour que les uns puissent avoir des millions à gaspiller, il faut qu'il y ait des familles entières réduite à vivre avec la moitié moins de ce qui leur reviendrait en toute équité.

En régime communiste-libertaire, il ne s'agit pas de pesetas, ni de se les partager. Il ne s'agit que de produits qui ne sont plus transformables en argent et ne peuvent donc s'accumuler, mais qui se distribuent entre tous selon les besoins.

L'autre chose à partager est le travail. Et là encore, aujourd'hui, nous trouvons la même injuste et révoltante inégalité. Pour que quelques-uns puissent passer leur vie vautrés dans des fauteuils, d'autres doivent suer huit heures par jour, quand ce n'est pas dix ou quatorze.

Aujourd'hui, sept millions de travailleurs sont occupés à produire toute la richesse, et il leur faut en moyenne huit heures de travail par jour. Si les quatorze millions d'habitants adultes travaillent tous, il leur faudrait seulement quatre heures par jour pour produire la même richesse ou une plus grande encore, car il n'y aurait ni fatigue, ni chômage.

Telle est la résultante nette et claire d'une bonne et juste distribution du travail. Et telle l'utopie que veut réaliser l'anarchiste.

Perspective économique pour notre nation.

L'implantation du Communisme Libertaire en Espagne, comme nation isolée, nous placerait, selon toute prévision, en face de l'hostilité générale des nations capitalistes. Voyant le danger d'une diffusion de l'idée révolutionnaire sur son propre sol, l'impérialisme bourgeois recourrait pour l'écraser non seulement à la calomnie et à la corruption, mais à des armes beaucoup plus catégoriquement offensives : le blocus économique et l'intervention armée. Toutefois, il n'y aurait sans doute point d'état de guerre ouvertement déclaré, soit par crainte d'une conflagration mondiale, soit à cause du manque de solidité des armées nationales, susceptibles de sympathiser avec la révolution. On utiliserait plutôt, comme en Russie, une armée mercenaire financée par les puissances, ou des

corps francs appuyés sur les vestiges des classes bourgeoises et réactionnaires non liquidés par la révolution.

Les perspectives d'une situation semblable et de luttes de ce genre, vu les conditions topographiques du territoire espagnol, ne sont pas pour nous faire peur. Nous pouvons envisager avec confiance la lutte contre l'ennemi extérieur.

Quant au blocus qui, vu l'étendue de nos côtes, ne sera ni bien facile à exercer, ni bien difficile à rompre, il nous oblige néanmoins à nous poser une question préalable :

La production en Espagne est-elle suffisante pour nous assurer le nécessaire, en se passant de tout commerce extérieur ?

Voyons. Les statistiques actuelles d'importation et d'exportation ne peuvent nous renseigner sur les problèmes de demain : elles ne portent pas sur ce qu'il est nécessaire d'importer ou d'exporter (pour les besoins des hommes), mais de ce qu'il convient commercialement d'importer ou d'exporter (pour le profit des capitalistes). Les deux choses sont distinctes. Ainsi, par exemple : le charbon peut être extrait en quantité suffisante pour couvrir les besoins de la consommation et ceux de l'industrie, — mais les frais de transport qui grèvent nos lignites rendent leur usage moins avantageux commercialement que celui du charbon anglais.

Les statistiques démontrent que nous nous suffisons en matière agricole : nous exportons même en grande quantité l'huile, les oranges, le riz, les primeurs, les pommes de terre, les amandes, le vin et les fruits. Nous avons assez de céréales, malgré certaines importations de maïs. Et nous regorgeons de métaux.

Par contre, nous sommes tributaires de l'étranger en pétroles et dérivés (essence, huiles lourdes, lubréfiants, etc...), en caoutchouc, coton, outillage industriel et pâte à papier.

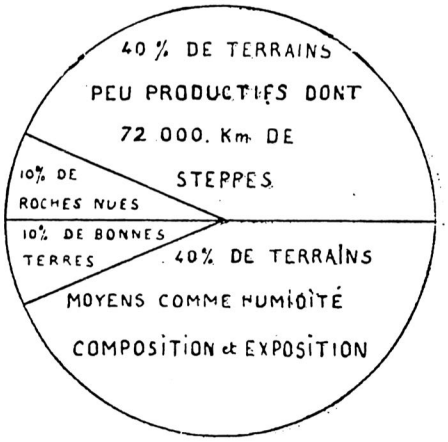
Lorsqu'il s'agira d'assurer les transports, le manque de pétrole pourrait créer de sérieuses difficultés. A cause de cela, en cas de blocus, les premières activités d'ensemble devraient être orientées vers la production de ces combustibles. Il sera nécessaire de poursuivre et d'intensifier les sondages à la recherche du pétrole, et de développer l'industrie de distillation des houilles et des lignites, afin d'en extraire le pétrole synthétique, le benzol et leurs dérivés. On aura à ménager l'essence existante en la mélangeant d'alcool dans la proportion de 30 à 50%, ce qui donne un carburant très convenable. On pourra même penser à construire des moteurs à alcool, cette source de combustible (extrait par distillation de presque tout le règne végétal : céréales, tubercules, mélasses, raisins et bois) étant pratiquement inépuisable.

Le caoutchouc, il faudra l'obtenir synthétiquement, comme cela se fait en Allemagne.

Le coton se cultive déjà ça et là dans notre pays (Andalousie, Province du Levant) et y donne de très bons résultats. En vulgarisant sa culture, on arriverait à satisfaire aux besoins du pays.

L'industrie du bois est capable d'un grand développement, à condition de veiller au repeuplement des forêts, et de prévenir les déprédations. L'eucalyptus qui réussit bien dans le Nord de l'Espagne, et le pin sylvestre qui abonde sur l'ensemble de notre sol, fournissent les meilleurs pâtes à papier.

D'ailleurs, et c'est ce qui nous donne le droit d'être optimistes, les possibilités de production non utilisées que compte l'Espagne sont telles, qu'on peut la considérer comme un pays à coloniser, qui n'a pas encore mobilisé le dixième de ses richesses.



Pour l'énergie hydro-électrique disponible, l'Espagne n'est inférieure en Europe qu'à la Suisse. Mais la construction de barrages et travaux d'aménagement n'est même pas commencée. Nous n'exploitons pas seulement la moitié de la surface cultivable, estimée à cinquante millions d'hectares. Les cultures ne sont pas modernisées et l'emploi de la machine agricole n'est pas généralisé. Le régime du travail en commun permettrait d'augmenter la production en étendant à toutes les terres de la commune l'usage d'un équipement agricole moderne, monopolisé aujourd'hui par les gros propriétaires au profit de leurs seuls domaines.

En plus de terre disponible, nous avons des bras de reste, c'est-à-dire, là encore, du potentiel de production.

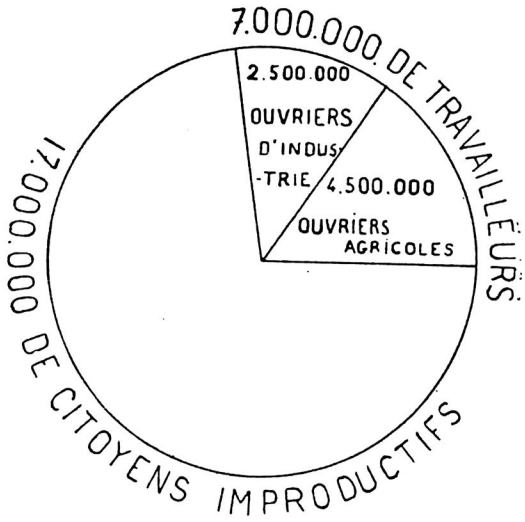
Le chômage, loin d'être un problème insoluble pour le régime communiste-libertaire, est au contraire la garantie de son succès. S'il y a des bras de reste pour la réalisation du travail socialement indispensable à la vie de tous, il est logique que chacun prenne plus de loisir.

Le surplus de main-d'œuvre dont dispose l'Espagne permettra :

1° de réduire la journée de travail demandée à chaque individu ;

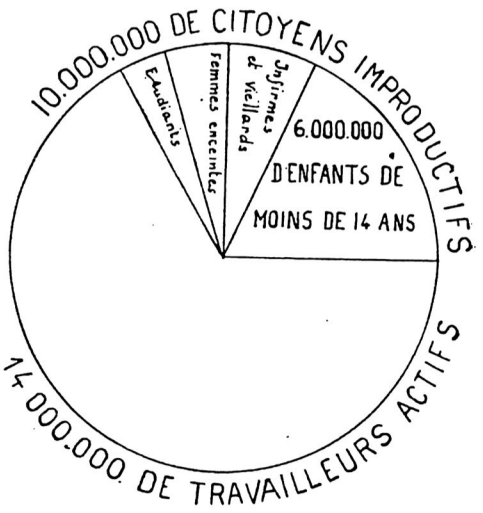
2° de pourvoir à des travaux d'utilité générale : construction de barrages et canalisations d'arrosage, replantation de forêts, création de cultures et d'entreprises nouvelles ;

3° d'augmenter le temps utile de production dans une industrie déterminée. Grâce à l'organisation du travail en deux équipes, il est facile d'improviser le personnel nécessaire pour doubler le rendement sans augmenter le nombre des machines, en alternant le travail de deux équipes, chacune composée pour moitié d'ouvriers expérimentés déjà formés et pour l'autre moitié d'apprentis ou de néophytes du travail industriel. Par ce dernier procédé, la production dans des branches d'industrie déterminées, qui ne permettent point l'augmentation du nombre des machines ou ateliers, pourra être portée



au niveau des besoins réels (extraction des minerais, distillation des houilles et dérivés, fabrication de machines agricoles, etc...).

En conclusion, notre pays peut se suffire à lui-même et résister, des années durant, au blocus économique. Les solution qui aujourd'hui nous viennent à l'esprit par pure supposition se multiplieraient sous l'empire du besoin, et le génie populaire, de toutes parts stimulé par les circonstances adverses, montrera une fois de plus de quoi il est capable. Il serait toutefois également fâcheux pour nous, soit de *tout* laisser à l'improvisation future, soit de refuser l'aide des circonstances critiques qui modifieront nos projets préétablis, étant donné que c'est précisément de ces circonstances mêmes, que nous devrons tirer les moyens destinés à les surmonter.



Premières réalisations

Le Communisme libertaire se base sur des organisations déjà existantes, grâce auxquels il peut assurer la vie économique dans la ville et au village, en tenant compte des besoins particuliers de chaque localité. Ces organismes sont le syndicat et le municipe libre.

Le Syndicat réunit les individus selon la qualification du travail et la convivence quotidienne de l'atelier. Il réunit premièrement les ouvriers d'une usine, d'un chantier ou de n'importe quelle équipe de travail constituant la section syndicale la plus petite, avec autonomie dans tout ce qui lui est particulier. Ces sections réunies avec d'autres semblables forment la branche locale ou régionale d'une industrie déterminée. Les syndicats d'une même localité sont fédérés entre eux, y compris un syndicat des métiers divers ou variables, afin

que soient organisés ceux-là même qui ne peuvent fonder leur propre syndicat. La Fédération locale est constituée par l'Assemblée générale de tous les syndiqués, en qui réside le maximum de souveraineté (à son défaut par une réunion des comités de chaque syndicat ou par une délégation de chacun de ces comités).

Le Municipe libre, c'est l'assemblée des travailleurs d'une petite localité, village ou hameau, avec souveraineté pour traiter toutes les affaires communes. Cette institution des plus anciennes a été dépossédée par l'immixion des institutions politiques, mais elle peut recouvrer son ancienne vigueur, en se chargeant de l'organisation de la vie locale.

L'économie nationale résulte de l'harmonie entre les diverses localités qui composent le pays. Quand chaque localité en elle-même a son économie bien administrée et ordonnée, l'ensemble réalise le maximum d'harmonie et de perfection. Ceci ne doit pas être imposé par le haut, mais on veut la voir fleurir de la base, comme résultat spontané, non pas comme un ordre imposé. Si l'accord entre les individus s'établit par les relations entre eux, l'accord entre les localités est l'effet de relations du même genre. Ces relations sont périodiques et circonstancielles dans les assemblées et congrès, persistantes et continues dans les Fédérations d'industrie, (dont la mission spéciale est d'organiser les communications et les transports en ce qui concerne les industries dont l'importance dépasse le cadre local ou régional).

Dans ce qui suit, nous étudierons séparément l'organisation élémentaire à la campagne, l'organisation à la ville, et l'organisation à l'échelle du pays tout entier.

A la campagne

C'est dans la campagne que le Communisme libertaire s'implantera avec le plus de simplicité : car il suffit d'y mettre en vigueur la Commune libre.

Le Municipe ou Commune libre, c'est la réunion en assemblée, en conseil, de tous les habitants d'un village, d'un hameau, pour l'administration et pour le réglement de toutes choses, en premier lieu de la production et de la distribution.

Aujourd'hui, le Conseil ou Assemblée des habitants d'un village est considéré comme légalement mineur, quant à la disposition de ce qui lui appartient : montagnes, terres et autres propriétés du « commun ». Ses accords sont révoqués et annulés :

1° par la Mairie (cantonale) ; (1)

2° par le Conseil provincial, administrateur de ses biens ;

3° par le Gouverneur et autres mandataires de l'Etat.

Trois nids de parasites qui vivent sur le dos du producteur et lui suçent le sang avec leurs impôts, leurs contributions.

Avec la Commune libre, ce n'est pas seulement une partie, comme aujourd'hui, mais la totalité des territoires municipaux qui sera propriété commune. La révolution doit rendre à la communauté :

(1) Note du traducteur. — Ne par confondre l'assemblée communale (totale) avec nos conseils municipaux, élus. « Agramiento » est traduit ici par « mairie », à cause de l'importance du rôle qu'y joue le maire, qui assume le pouvoir exécutif au nom de l'Etat. C'est, en fait, une assemblée cantonale, et non pas communale.

Les montagnes, les arbres, les prés ;

Les terres de labour ;

Les bêtes de trait et de somme ;

Les maisons, les machines et instruments de travail ; et tous les stocks emmagasinés ou accumulés par les habitants.

Tous les habitants seront sur pied d'égalité :

1° pour produire et collaborer à l'existence et au maintien de la Commune, et cela, sans autres différences que celles de leurs aptitudes, de leur âge, de leurs connaissances ;

2° pour intervenir dans les décisions administratives des assemblées ;

3° pour consommer selon leurs besoins, le nombre des parents à leur charge, etc.

Celui qui refusera de travailler pour la Commune libre n'aura pas le droit d'en consommer les produits ; il n'aura pas de voix dans ses assemblées.

La Commune libre sera unie par des liens fédéraux aux autres Communes et aux syndicats des villes afin d'échanger avec eux les produits et autres choses utiles ou agréables.

Au lieu de contribution, la Commune livrera à la Fédération ou à la Confédération les produits en excès chez elle, et au lieu de payer l'impôt du sang par un service militaire, la Commune désignera du personnel dans la mesure des besoins pour les travaux d'intérêt public, comme les chemins de fer, les routes, les bassins et les canaux d'irrigation, les chûtes d'eau, les reboisements, etc.

En échange de cette coopération aux intérêts de la région ou de la nation, les habitants de la Commune libre pourront jouir des services et des produits qui ne dépendent pas de la localité, tels que :

Postes, télégraphe, téléphone, voies de communication, transports, lumière et force électrique ;

Asiles, hôpitaux, sanatoriums, stations balnéaires ;

Enseignement du second degré et universitaire ;

Articles et objets non fabriqués dans la localité.

L'individu a pour fonction de contribuer par son travail au bien-être général, par égoïsme même. La Commune libre a pour fonction de contribuer dans la mesure de ses moyens à l'organisation nationale de la production. Et la production doit augmenter... Quand l'eau abonde, nul ne l'accapare.

La production augmentera :

Grâce au labour et à la culture d'une plus grande étendue de terres, d'autant qu'aujourd'hui cette étendue cultivée est faible ;

Grâce à une main-d'œuvre plus nombreuse, d'autant plus qu'aujourd'hui beaucoup de campagnards chôment et d'autres ne veulent pas travailler ;

Grâce au travail en commun, avec toutes les machines, tout le bétail dont on puisse disposer ;

En rendant enfin le travail plus agréable.

Le paysan ne doit pas avoir frayeur de ce Communisme libertaire ni de l'institution de la Commune libre. Ses ancêtres n'ont-ils pas vécu d'une façon fort semblable ? Ils travaillaient déjà en commun sur les chemins ; ils avaient l'usufruit des terres du « commun » ; ils tiraient leur bois à brûler, chaque année, des arbres du « commun », et c'est dans les prairies du « commun » qu'ils menaient paître leur bétail.

Il y a, dans les coutumes rurales, des précédents, des procédés pour résoudre toutes les difficultés qui pourraient se présenter ; mais ce n'est plus la volonté d'un individu, même élu à cette fin par les autres, qui doit décider ; c'est l'accord de tous.

A la ville

A la ville, le Municipe libre prend la forme d'une Fédération locale de syndicats, ou même plusieurs organisations de ce genre relatives aux différents quartiers. La souveraineté locale réside donc dans l'Assemblée générale de tous les producteurs syndiqués de la ville ou du quartier.

Le rôle de la Fédération locale est de coordonner la vie économique dans le domaine social qu'elle représente, et tout spécialement d'accorder la production et la distribution en vue des besoins de la localité et en vue des demandes des autres villes.

***

Au moment de la Révolution, les syndicats prennent possession collective des usines, ateliers et chantiers ; des habitations, édifices et domaines privés ; des établissements et services publics ; des stocks de matières premières et des produits fabriqués.

La distribution est organisée par les syndicats de producteurs, grâce à l'intermédiaire des coopératives, ou par le moyen des boutiques et des marchés.

Pour jouir de la participation aux richesses consommables, il faut être porteur du carnet de producteur distribué par le syndicat et dans lequel sont indiqués d'une part, le nombre de personnes à la charge (par exemple le nombre d'enfants), de l'autre les jours ou heures de travail fournies. Seuls les enfants, vieillards ou malades reçoivent le nécessaire à la vie sans être astreints à fournir de travail.

Le carnet de producteur donne droit :

1° à consommer, d'après le rationnement en vigueur, ou d'après ses besoins en cas de consommation libre, tous les produits distribués dans la localité ;

2° à posséder en usufruit un logement ou maison, avec les meubles indispensables, la volaille de basse-cour et un morceau de jardin, si la collectivité l'accorde ;

3° à user des services publics ;

4° à prendre part aux assemblées souveraines de l'usine, de l'atelier, du chantier, de la section, du syndicat et de la fédération locale.

La fédération locale devra s'efforcer de parer aux besoins de la localité et de développer ses industries particulières, celles qui conviennent le mieux à sa situation ou qui seront suggérées par les besoins nationaux.

Dans l'assemblée générale, les bras se distribueront entre les divers syndicats, et ceux-ci les distribueront entre leurs sections de chantier ou d'atelier, enfin, celles-ci entre les fonctions particulières, en vue d'occuper tout le monde le plus efficacement possible.

Toutes les initiatives qui ne sont pas proprement économiques échappent à la compétence de la fédération locale et sont le domaine propre de l'initiative particulière des individus ou des groupes.

Chaque syndicat doit s'efforcer de favoriser les initiatives qui ont pour conséquence un progrès dans le bien-être de tous, en particulier celles qui ont trait à la défense de la santé publique et à un aménagement plus sain et plus agréable du travail.

Fonctionnement de l'Économie nationale

La nécessité économique oblige l'individu à coopérer dans la vie économique de la localité. La même nécessité va se manifester sur les collectivités locales, les obligeant à coopérer dans l'économie nationale. Mais l'économie nationale ne doit pas dépendre d'un Comité central, ni d'un Conseil Suprême, germes d'autoritarisme, facteurs de dictature et repaires de bureaucratie.

Nous avons dit que nous n'avons que faire d'un pouvoir ordonateur ou d'un faiseur de plan étranger à l'accord mutuel entre les localités. Lorsque toutes les localités (villes, villages et hameaux) ont ordonné leur vie intérieure, l'organisation nationale atteint toute la perfection réalisable. Et nous pouvons en dire autant de la vie locale. Lorsque tous les individus qui la composent trouvent la satisfaction de leurs besoins, la vie économique de la Commune ou de la Fédération locale, elle aussi, sera parfaite.

En biologie, pour qu'un organisme jouisse de « physiologisme » ou « normalité », il est nécessaire que chacune de ses cellules accomplisse sa tâche naturelle et pour cela, deux choses sont néces; saires : assurer la circulation du sang et les connexions nerveuses. La vie nationale de même, est naturelle ou normale, lorsque chaque localité remplit sa foction assurant la circulation des produits dont on manque et se débarassant de ce qui s'accumule. Ceci implique deux choses : les communications, qui mettent les localités au courant de leurs besoins mutuels, et les transports qui leurs permettent de se venir en aide.

Ici se manifeste la raison d'être des Fédérations nationales d'industries, organismes aptes à former la structure des services collectivisés, selon

un plan national de communications et de transports (Postes, télégraphe, téléphone ; — Réseaux routiers, fluviaux et ferroviaire).

Au dessus de l'organisation locale, il ne doit exister aucune superstructure, sauf celle correspondant à une fonction spéciale qu'il est impossible d'organiser localement. Les Congrès confédéraux sont les seuls interprêtes de la volonté nationale, encore n'exercent-ils que circonstantiellement et transitoirement la souveraineté que leur confèrent les résolutions des assemblées de base.

En plus de la Fédération des Transports et Communications, il peut être nécessaire de former des Fédérations régionales, lorsqu'il s'agit par exemple de distribution d'énergie, d'irrigation ou de renovation forestière.

Les Fédérations nationales ou régionales auront donc à transformer en propriété communes les voies, réseaux, édifices, machines, appareils et ateliers relatifs aux grands services publics de communications, transports et distribution. Ils offriront gratuitement leurs services aux localités, groupements et individus qui de leur côté coopèrent de leurs efforts à l'économie nationale :

1° en livrant les produits et richesses qu'ils ont de reste ;

2° en s'offrant à surproduire ce dont la nation a besoin, lorsque cela entre dans leurs possibilités;

3° en contribuant aux offres personnelles de travail, matériaux, etc... en faveur des services publics en question.

C'est la mission des Fédérations nationales des communications et transports de mettre en relation toutes les localités, en assurant le transport entre les régions productrices et les régions consommatrices, et en faisant passer d'abord les produits périssables ou qui doivent se consommer de suite, comme le poisson, le lait, les fruits et la viande.

Conclusions

Le communisme libertaire est le point de départ nécessaire pour que la société s'organise spontanément et librement, et pour que l'évolution sociale, sans déviation artificielle, s'accomplisse pour le bien de tous.

C'est la solution la plus rationnelle du problème économique, car il répond à une distribution équitable de la production et du travail socialement nécessaire pour l'obtenir. Personne ne doit s'évader du besoin de coopérer avec son effort à la production, puisque c'est la nature elle-même qui nous impose cette dure loi du travail dans les climats où les aliments ne se produisent pas spontanément.

La contrainte économique trouve son expression dans l'organisation sociale. Mais elle est et doit être aussi la seule contrainte que la collectivité puisse légitimement exercer sur l'individu. Toutes les autres activités culturelles, artistiques, scientifiques, doivent rester en marge du contrôle de la collectivité et entre les mains des libres groupements mettant en œuvre les diverses passions et tendances.

Comme la journée de travail obligatoire n'épuisera pas, ainsi qu'elle fait aujourd'hui, la capacité de travail du producteur, il y aura place dans la vie en marge de la production contrôlée, pour une activité complètement spontanée, fruit de la joie et de l'enthousiasme, et qui trouvera en elle-même satisfaction et récompense. Dans cette production joyeuse est en germe une vie nouvelle : celle que l'anarchisme exalte et propage. Et quand elle remplira les besoins de la société, il n'y aura plus nul besoin de la tutelle économique des organisations sur les individus.